Joutard Philippe, *Histoire et mémoires, conflits et alliance*

Jérôme Cucarull

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3014>

DOI : 10.4000/abpo.3014

ISBN : 978-2-7535-4130-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2015

Pagination : 214-216

ISBN : 978-2-7535-4128-3

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jérôme Cucarull, « Joutard Philippe, *Histoire et mémoires, conflits et alliance* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 122-1 | 2015, mis en ligne le 15 avril 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3014> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.3014>

La question du rapport de notre société à son Histoire et aux mémoires qu'elle génère est devenue une problématique envahissante pour les historiens. La parution du livre de Philippe Joutard vient apporter sa pierre aux débats qui ont lieu autour de cette question, en nous offrant une vision d'ensemble sur sa genèse et ses évolutions successives.

Le « roman national » est un révélateur de l'« histoire-mémoire » destinée à exalter une histoire commune et officielle très sélective, dont Philippe Joutard retrace les grands traits depuis le Moyen Âge. Même si toute société a tendance à reconstruire une mémoire qui va dans le sens de ses intérêts, l'auteur date la préoccupation des historiens par rapport à la mémoire du milieu des années 1970, quand s'affirment des identités régionales et au moment où s'élargit la notion de patrimoine. De ce point de vue, dans l'Ouest, la création du Parc d'Armorique en 1968 est un moyen de mettre en évidence une recherche des origines face au déracinement causé par l'émigration d'une partie de la population (p. 43). Elle se focalise également autour de moments vécus comme traumatiques, qu'ils soient récents comme la Seconde Guerre mondiale (Vichy et la collaboration, la Shoah) ou la guerre d'Algérie, ou plus éloignés dans le temps comme la Révolution française ou la première guerre mondiale, voire le lourd passé de la traite négrière exorcisé à Nantes par la démarche des « anneaux de la mémoire » (p. 205). Elle est alors vécue comme un « retour du refoulé » auquel l'historien doit porter attention. Ce phénomène ne distingue pas la France du reste du monde occidental et a un accent nostalgique propre à toutes les périodes de transition radicale des sociétés comme celle qui caractérise notre époque.

L'histoire orale, qui fait l'objet des chapitres 6 et 7 et dont l'auteur a été un des précurseurs puis un des acteurs majeurs, sans occulter les difficultés qu'elle a eu à s'imposer en tant que source à part entière, a été un moyen de collecter et donc de révéler une mémoire autre, permettant de restituer d'autres sensibilités et de poser d'autres rapports à une histoire officielle. À plusieurs reprises, l'auteur souligne la singularité de la Bretagne où la continuité des enquêtes orales depuis le ^{xix}^e siècle est remarquable (p. 152), citant successivement Hersart de la Villemarqué et le *Barzaz Breiz* (p. 72), Donatien Laurent (p. 140), Fanch Elegoët (p. 146) et Eva Guillourel (p. 152). La collecte de patrimoine immatériel réalisée par Dastum lui paraît exemplaire (p. 217). Dans sa typologie du rapport des sociétés à la mémoire on retrouve les « sociétés-mémoire » (chapitre 4) dont l'histoire est avant tout basée sur la transmission d'une mémoire, en partie orale. Les Vendéens dont la « contre-mémoire » est analysée de manière précise (p. 89-90) ou les Acadiens sont classés dans cette catégorie. Puis, c'est « le temps de lieux de mémoire » autour de l'entreprise de Pierre Nora dont le large spectre permet de faire rentrer dans la catégorie mémorielle de nouveaux champs, notamment dans les domaines politique et culturel, prenant en compte aussi bien les hommes que les faits. Le regard critique permet d'observer que l'entreprise a elle aussi finalement tendance à rentrer malgré elle dans le « roman national » par son institutionnalisation, avec une tendance à la mythification. Ainsi entrent dans la société la notion de « lieux de mémoire », qui sera ensuite victime de son succès, notamment parce que dans les années 1990 tout devient patrimoine. Ce concept devient véritablement un enjeu politique de plus en plus clairement affirmé en tant que tel, ce que démontre en particulier l'analyse des deux dernières campagnes présidentielles (p. 198-200).

L'auteur montre comment ces évolutions amènent un renouvellement historiographique, avec parfois un renversement des points de vue. La réflexion historique s'articule autour de l'œuvre du philosophe Paul Ricœur, en particulier *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli* paru en 2000. Il est significatif que ce soit le dialogue avec la philosophie qui nourrisse les entreprises historiques, montrant la nécessité pour l'historien de se rattacher à un cadre fondamental permettant d'échapper aux turbulences contradictoires observables à court terme. Deux phénomènes rendent en effet l'approche de l'historien de plus en plus compliquée. D'abord la confrontation au « présentisme » mis en lumière par François Hartog, « présent omniprésent sans perspective d'avenir » (p. 57), renforcée par « la mémoire ambiguë des nouvelles technologies » (p. 191-195), qui crée une matière première infinie, à laquelle il faut donner un minimum de sens historique (au moins une chronologie dans un premier temps !).

L'ouvrage de Philippe Joutard est donc utile pour rappeler que la question mémorielle est légitime et évolue au fil du temps. Il montre d'ailleurs que le caractère politique des rapports entre histoire et mémoires n'est pas nouveau. L'articulation problématique des

rapports de l'Histoire avec les mémoires, entre « conflits » et « alliance » est abordée dans le dernier chapitre du livre. La relation entre témoignages et étude des sources classiques est devenue impérative pour répondre aux nécessités d'intégrer de manière logique les mémoires dans l'écriture de l'Histoire, dont certaines ne sont désormais exprimées que sur Internet. Et ici surgit en filigrane la question des identités et de la nécessité pour l'historien de leur donner une juste place dans une histoire immédiate où le cadre d'analyse de référence est fourni par la sociologie. Le caractère politique d'une mémoire nationale marquée par une injonction du « devoir de mémoire » et le vote de lois mémorielles (p. 253-259) pose de manière encore plus nette la nécessité du recul apporté par l'analyse historique.

Le principal regret que l'on peut avoir quand on referme le livre, c'est que l'effort fait par Philippe Joutard pour porter un regard scientifique qui se veut détaché (p. 253-259) ne rend cependant pas totalement compte de la complexité des débats actuels. On peut ainsi regretter la faiblesse de l'analyse des sources dématérialisées. L'auteur a indéniablement fait un effort méthodologique pour tenir compte du foisonnement, en intégrant des sources présentes sur internet. Des sites et des blogs sont cités comme sources dans les notes, mais ce sont des sites institutionnels ou universitaires au sens classique du terme. Cette démarche reste donc inaboutie. Les premières pages du livre sont à cet égard éclairantes, avec l'utilisation d'une « alerte google » sur le thème « mémoire et histoire » (p. 9) mais dont nous n'avons aucune analyse qualitative et critique des occurrences répertoriées, l'auteur se contentant de citer rapidement quelques exemples. On peut regretter ainsi qu'il n'y ait aucune référence à certaines réflexions pertinentes sur le sujet comme par exemple le blog de Mickaël Bertrand *Histoire Mémoires et sociétés* (excellent reflet de l'approche mémorielle en particulier autour de la question de l'intervention des politiques ou la récurrence du Point Godwin) et cela semble significatif de la difficulté d'intégrer la vision de la société, qui contribue pour l'essentiel au foisonnement actuel, mais qui laisse parfois l'historien démuné. En ce sens l'ouvrage reflète la difficulté actuelle de l'historien professionnel à faire face à une histoire immédiate faite de représentations multiples, communautaires, voire communautaristes, qui sélectionnent dans les faits historiques les représentations qui avalisent leurs thèses ou tout au moins créditent leur vision de l'histoire. L'enjeu devient donc encore plus crucial et redonne aux historiens une place majeure pour l'éclairage des citoyens.

Jérôme CUCARULL